HAL
open science

Le Progrès d'une menace (et menace du progrès) vers des sociétés épidémiques

Frédérick Lemarchand

To cite this version:

Frédérick Lemarchand. Le Progrès d'une menace (et menace du progrès) vers des sociétés épidémiques. Le risque biologique : une approche transdisciplinaire, l'Harmattan, pp.323-330, 2013, Sociologies et environnement, 978-2-296-99846-9. hal-01929854

HAL Id: hal-01929854

https://hal.science/hal-01929854v1

Submitted on 3 Dec 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LE PROGRES D'UNE MENACE (ET MENACE DU PROGRES) : VERS DES SOCIETES EPIDEMIQUES.

Par Frédérick Lemarchand

Nous n'entendons pas traiter ici du risque biologique en tant que tel, comme pourrait le faire une biologiste par exemple, mais d'envisager son inscription dans une problématique plus large pour voir en quoi la nature des « nouveaux risques pour la vie » peuvent entraîner dans la société toute entière des conséquences sociologiques, anthropologiques et institutionnelles relativement inédites.

Dans un ouvrage écrit à la fin des années quatre-vingt-dix intitulé *Une Fin de siècle épidémique*, Isabelle Rieusset-Lemarié pensait qu'une actualisation du modèle épidémique se réalisait dans un ensemble de phénomènes nouveaux dont le plus important demeure la question du Sida. Cependant, qu'il s'agisse du virus informatique, de la disparition des frontières (notamment dans la problématique du nucléaire), de la déréglementation du marché des changes, de la montée des extrémismes politiques ou encore de "la crise de la vache folle", du SRAS ou des grippes aviaires et porcines, une même structure épidémique semble animer ces *faits sociaux totaux*. Le principe de l'épidémie, pour le définir succinctement, résulte de la logique de contagion en tant que mode de propagation par contact, celle-ci pouvant véhiculer des éléments aussi bien nocifs que bénéfiques. Or, quand un porteur transmet un élément contagieux à un autre porteur, il ne s'en débarrasse pas pour autant, d'où la potentialité épidémique de la contagion. Ce phénomène concerne également les systèmes épidémiques non-biologiques qui empruntent le même modèle, tels que la télématique. Ainsi, le Crash boursier de 1987, ou encore la logique de propagation des discours intégristes qui « pénètrent » des milieux illustrent bien la possibilité d'une dynamique épidémique n'opérant plus par l'intermédiaire d'un niveau de centralité (de contrôle des marchés ou de prise de parole politique). Nous sommes donc entrés dans ce que j'ai choisi de nommer il y a dix ans les *sociétés épidémiques*.[1]

La volonté d'une plus grande communication dans les sociétés contemporaines, au sens du "tout communicant", l'application généralisée de la cybernétique dans la gestion des flux (flux financiers, circulation ferroviaire,...) et la réalisation d'un idéal de transparence (politique) et de pénétration (des territoires) a contribué à donner à l'ensemble des limites qui servaient à arrêter un monde connu peuplé d'objets tangibles, un caractère de porosité, de perméabilité et, finalement, de vulnérabilité croissant. La potentialité révélée, après Tchernobyl, d'un accident nucléaire majeur dans et hors de nos frontières a montré l'obsolescence de celles-ci. Plus question, donc, de nous retrancher

[1] Lemarchand F., ***La vie contaminée***, Paris, L'Harmattan, 2000.

derrière d'hypothétiques Ligne Maginot à l'heure où des pays instables politiquement (en particulier les deux zones sensibles que sont le Proche-Orient et l'Extrême Orient asiatique) sont dotés, le plus souvent par nos soins d'ailleurs, de missiles nucléaires de moyenne et longue portée. A l'argumentation sécuritaire qui tend à substituer aux protections traditionnelles des codes et des verrouillages électroniques ou informatiques, s'oppose la réalité de la vulnérabilité de l'ensemble de ces systèmes, quel que soit d'ailleurs leur degré de sophistication, qu'il s'agisse de sûreté nucléaire ou de la protection des secrets militaires. La crise de « wikileaks » est de ce point de vue exemplaire. Le corps, l'ultime rempart du sujet après les frontières, les murs, la politique et la morale, devient à son tour perméable : perméable au rayonnement ultraviolet naturel réputé à présent dangereux dans la mesure où il n'est plus filtré par un ciel vidé d'ozone, lui aussi devenu perméable ; le corps, que la vaccination a rendu fragile, perd également son intégrité, dans la déconstruction symbolique induite par la recherche médicale qui le réifie et le réduit à un ensemble d'éléments primaires identifiables (génétique, biologie synthétiqueet dans la perspective qui nous est offerte de l'appréhender comme une forme d'assemblage de pièces détachées.

De cette perméabilité/vulnérabilité des anciennes frontières, limites, enveloppes ou protections, dont nous n'avons pas voulu dresser ici un inventaire exhaustif[2], découle l'expérience de la contagion et de l'exposition de des risques épidémiques chroniques faite à l'échelle des individus comme des groupes entiers, voire de l'humanité entière. En d'autres termes, ces derniers ne sont seulement *menacés* par le mal qui circule (informations, nuage radioactif, ou virus) mais leur vulnérabilité est effective et vécue : les catastrophes, restées jusqu'à présent essentiellement inscrites dans le domaine de l'imaginaire, se produisent et surgissent dans le réel, l'improbable se réalise, l'impensable survient, au delà de toutes les fictions sécuritaires qui étaient sensés nous protéger du Mal. Plus la catastrophe est plausible ou réelle, moins elle est imaginée. L'atome, par exemple, a longtemps été circonscrit dans un lieu, confiné, d'où il ne devrait *jamais* sortir, le coeur du réacteur. Il faut admettre qu'il est, après 2500 « essais » nucléaire et trois catastrophes majeures, partout.

Ce préambule posé, revenons aux épidémies relatives aux risques biologiques, au sens large. L'épidémie désigne étymologiquement le mal *qui circule dans un pays* (au sens du territoire habité*)*, à l'intérieur des frontières ou dans un espace circonscrit. En effet, les foyers épidémiques anciens, et c'est encore le cas pour les pathologies virales "classiques" du type H5N1, étaient relativement cantonnés dans certaines limites qui semblaient d'autant plus maîtrisables que le territoire était rural. C'est l'invention de l'urbanité moderne et l'expérience des épidémies des grandes pestes au Moyen Âge qui ont contribué à forger notre culture et, par conséquent, notre mémoire collective de

[2]jean Baudrillard avait, dès 1990 dans son ouvrage ***La Transparence du mal*** (Ed. Galilée) très largement exploré les formes de franchissement des limites qui s'opèrent dans les phénomènes "extrêmes" contemporains.

l'épidémie. Selon I. Rieusset-Lemarié, *"...il y a une culture de l'épidémie qui constitue l'un de nos patrimoines culturels les plus anciens puisqu'il remonte à la plus haute Antiquité. Dès lors, au lieu de développer une culture inédite pour appréhender ces nouveaux phénomènes épidémiques contemporains, la tentation est forte de recourir à une culture épidémique ancestrale*". C'est notamment à partir de cette mémoire collective, dans laquelle épidémie - ou risque de contagion - rime avec exclusion ou avec enfermement, que vont se constituer de nouvelles figures de la culpabilité au travers de l'émergence de boucs émissaires.

Du risque à la vulnérabilité.

Si, dans le cadre des crises sanitaires récentes (sang contaminé, vache folle, etc.) la réaction sociale tend à se focaliser sur diverses figures du bouc émissaire comme responsable unique et désigné d'un mal dont on ne connaît objectivement rien de l'origine, celle de pouvoirs publics, en revanche, semble incliner vers une mobilisation générale des moyens scientifiques, techniques et gestionnaires disponibles. C'est bien dans une optique prévisionniste et calculatoire que sont définies de nouvelles priorités en matière de recherche et d'action avec le concours des principaux organismes nationaux impliqués. Les préoccupations actuelles pourraient ainsi se résumer globalement dans ces trois questions. Peut-on prévoir l'ampleur réelle et future du désastre ? Comment combattre la manifestation clinique des pollutions environnementales ? Comment gérer les situations de crise - chez les producteurs comme chez les consommateurs - tout en préservant *durablement* l'outil de production ? A notre tour, nous pourrions nous interroger sur les raisons de ce double déni qui consiste pour une part, à minimiser systématiquement les possibilités d'une incidence réellement catastrophique en terme de santé publique à moyen et à long terme (c'est le cas des perturbateurs endocriniens), et pour une autre, à refuser de prendre conscience du fait que c'est bien la nature même de la production industrielle qui est à l'origine de la "crise".

Il ne saurait donc être question de ramener les crises sanitaires et environnementales à une question spécifiquement économique ou exclusivement politique, pas plus qu'il ne s'agit d'une simple affaire de représentation. C'est bien cette dimension transversale et complexe des faits sociaux totaux que nous avons tenté, dans de nombreux travaux de recherche effectués à l'Université de Caen[3], de mettre en évidence au travers d'une analyse de l'effondrement des limites, qui caractérise le problème. L'application du principe de précaution nécessite d'accepter comme possible l'hypothèse du pire, dans le registre de la santé publique, comme relevant d'une logique de gestion des risques majeurs. L'histoire de la production d'énergie marquée par

[3] Au Laboratoire d'analyse sociologique et anthropologique du risques (LASAR) d'abord, puis au Centre de recherche sur les risques et les vulnérabilités (CERReV),ainsiq u'au Pôle RISQUE de la Maison de la recherche en sciences humaines..

l'entrée dans cette nouvelle dimension, qui constitue une véritable rupture de la continuité du développement technoscientifique, constitue pour nous un préalable essentiel. Ainsi, le physicien R. Belbéoc'h[4] constatait : "*L'accident a toujours fait partie des productions de l'industrie, mais jusqu'à présent, il n'était qu'un sous-produit dont la consommation demeurait locale. L'aire nucléaire fait passer cette production du stade artisanal au stade véritablement moderne, et sa consommation au niveau d'une consommation de masse*". Tout comme le développement fulgurant de la production agricole doit, à son tour, inciter les responsables à prendre la mesure proprement industrielle de leur nature comme stade ultime du développement du productivisme en agriculture. Les crises sanitaires et environnementales liées au risque biologique, par leur nature épidémique, agissent comme des révélateurs de la nouvelle perméabilité générale de frontières immunitaires, territoriales et politiques et, finalement, de la vulnérabilité des individus dans les sociétés techno-industrielles. La nouveauté de la menace prend sa source dans le développement du système technicien (aux trois stades de la production, des échanges et de la consommation), dans la nature des réseaux de propagation (mondialisation), dans la nature des produits utilisés (OGM, pesticides systémiques, perturbateurs endocriniens, etc.) et dans la nature abstraite et déshumanisé de l'organisation du travail.

Catastrophe technique ou politique ?

S'il devient urgent, aux yeux de certains, de retrouver le sens des limites au sein des sociétés technoscientifiques, c'est que ces dernières ont été fondées précisément, nous l'avons vu, sur le principe d'une obsolescence généralisée de tout ce qui, jusqu'à l'âge de la modernité industrielle, a pu servir de garde-fou à l'égard du progrès technique, ou plus largement des effets de ce qu'il est convenu d'appeler le développement et son corollaire, la croissance. La question de l'agir humain, et en particulier de l'agir technologique, occupe une place centrale dans la mesure où ce qui arrive, ce qui nous arrive, est désormais indissociable de ce que nous faisons. En d'autres termes, nous produisons nos propres maux (crises sanitaires ou financières, maladies environnementales ou catastrophes technologiques) en même temps que nous sommes condamnés à les subir. Al Gore, ancien candidat à la Présidence américaine et auteur de la célèbre conférence filmée intitulée « Une vérité qui dérange » disait, non sans ironie, « voici le premier film catastrophe dans les responsables et les victimes sont dans la salle ». Nous ne pouvons donc plus nous reposer sur les évidences du progrès et du développement sans nous retrouver du même coup condamnés à devoir penser la portée de nos actes et, par conséquent, ce que nous faisons. Cette question est d'autant plus décisive que d'une part, chacune de nos actions quotidiennes, si banales soient-elles, (utiliser un véhicule individuel, allumer la lumière ou consommer des

[4]Roger Belbéoc'h : ***Tchernobyl, une catastrophe***, pp. 9-10, Ed. Allia, Paris, 1993.

produits de l'agriculture industrielle) nous engage dans des processus globaux dont nous n'avons pas la maîtrise et que, d'autre part, les enjeux sont devenus si globaux qu'ils concernent désormais la survie de l'espèce humaine, le maintien de la biodiversité ou encore la reproduction de toutes les espèces animales[5.]

Nous assistons, impuissants comme devant l'ampleur du changement climatique, à une augmentation des maladies chroniques dans le monde : cancers (un homme sur deux et une femme sur trois risquent d'être atteints d'un cancer et les cancers chez les enfants et les adolescents sont en augmentation depuis 1970), obésité, diabète, maladies cardio-vasculaires, asthme et allergies, atteintes de la reproduction, malformations génitales, troubles neuro-comportementaux, maladies neuro-dégénératives, hypersensibilité environnementale. L'espérance de vie en bonne santé était d'ailleurs désormais en baisse dans certains pays (USA, Allemagne, Espagne…) et le « risque » de devoir habiter la terre à 11 milliard d'être humains ne constituera bientôt plus qu'une fiction théorique. Cette véritable « épidémie de maladies chroniques », selon les termes de l'OMS, est désormais responsable de 60% de décès dans le monde. Elle trouve en partie sa source dans une série de contaminants environnementaux auxquels est exposée la population : édulcorants artificiels, résidus de pesticides, perturbateurs endocriniens, hormones, pollution urbaine… De nombreux travaux de recherche, institutionnels et indépendants, illustrent les liens entre pollution environnementale au sens large et problèmes de santé. Avec la crise climatique, l'épuisement des ressources naturelles et la dégradation de la biodiversité, la crise sanitaire peut ainsi être considérée, d'après André Cicolella[6] ou Gilles-Eric Séralini[7], comme la quatrième grande crise écologique. Depuis 50 ans, la production de spermatozoïdes dans l'espèce humaine a diminué en moyenne de 50 % ; dans les pays occidentaux, le nombre de cancers du testicule ne cesse de croître ; au Danemark, on constate une hausse de 400 % en soixante ans ; le nombre de malformations congénitales de l'appareil reproducteur masculin augmente également ; des populations de poissons de certaines rivières se féminisent ; de plus en plus de malformations sexuelles et de cas de stérilité sont observés chez les phoques, les oiseaux, les alligators, les grenouilles ; des études sur la faune montrent une dévirilisation croissante des espèces. Le lien entre la féminisation de la nature d'un côté et la diminution du nombre de spermatozoïdes chez l'homme de l'autre a fait l'objet de nombreuses et récentes publications scientifiques tant aux États-Unis qu'en Europe suite à la formulation de cette hypothèse audacieuse. On a ainsi pu mettre en évidence que certains facteurs environnementaux d'origine humaine sont responsables de ces pathologies et

[5] Voir le documentaire de Sylvie Gilman et Thierry de Lestrade « Mâles en péril », ARTE, prix Europa 2008 du meilleur programme télévisé.
[6] Cicollella A., Dorothée Benoit-Browaeys, *Alertes santé – experts et citoyens face aux intérêts privés*, Fayard, 2005.
[7] Séralini G.-E., *Nous pouvons nous dépolluer !*, Josette Lyon, 2009.

de ces malformations, notamment de nombreuses molécules mises sur le marché par l'industrie chimique : PCB, DDT, retardateurs de flamme, phtalates, pesticides… qui agissent sur le système hormonal - on les désigne sous le terme de « perturbateurs endocriniens » - et qui provoque ainsi une féminisation du monde. La gravité des faits rapportés impose que l'on s'y intéresse de très près dans la mesure où à travers la fertilité, c'est l'avenir de l'humanité est en jeu. Si le phénomène se poursuit – et qu'est-ce qui pourrait l'arrêter ? - rien n'empêche de penser que la survie de l'espèce – voire des espèces – en passera nécessairement par des techniques de reproduction mécanisées et standardisées,… et les pires craintes des auteurs de science-fiction qui comprirent dès le début du XXème siècle que système technique et régime politique étaient étroitement liés, dans la production du totalitarisme, seront réalisées.

De plus en plus nombreux sont les chercheurs en biologie qui pensent qu'il est temps de changer le paradigme qui a prévalu jusqu'à présent dans l'évaluation et la gestion des substances toxiques, remettant en cause l'idée selon laquelle « la dose qui fait le poison » (selon la célèbre formule du médecin suisse de la Renaissance Paracesle), au profit de la période d'exposition (fenêtres *in utero* par exemple), des effets cocktails ainsi que les effets transgénérationnels et à long terme. Les nouveaux risques biologiques ont donc globalement pour caractéristiques (sans qu'ils les manifestent tous systématiquement) d'être : irréversibles, invisibles, multifactoriels (presque tous les cancers), liés à des expositions multiples, bio-accumulables, effets asymptomatiques (effets différés non visible avant qu'ils n'apparaissent), potentialisables (trois substances jugées sans risques peuvent produire des effets importants) et trangénérationnels (cas du « distilbène »).

Conclusion.

On assiste dans les sociétés modernes à une ré-émergence du non-maîtrisable et de l'indétermination dont on pensait s'être définitivement débarrassé. Face au sentiment de montée des périls économiques, politiques, sociaux et environnementaux, il devient urgent de produire une pensée sociologique et anthropologique qui soit à la hauteur des problèmes que pose le développement des sociétés technoscientifiques, c'est-à-dire de leur caractère épidémique. Telle est la structure des catastrophes contemporaines qui, faute de pouvoir être appréhendée dans le cadre d'une culture qui permettrait de révéler leur véritable nature, engendrent des « situations de crise » affectant simultanément l'ensemble les légitimités habituelles (politique, scientifique, médiatique,...). Plutôt que de chercher de savoir s'il s'agit de « crise de confiance » de « crise de l'expertise » ou de « crise du politique », nous pourrions nous demander si la notion de crise, en tant qu'elle désigne une rupture de la temporalité du quotidien, n'est pas à son tour « entrée en crise » dans des sociétés placées sous état d'alerte permanent et dans lesquelles

l'indétermination (l'incertitude) devient le fondement de nouveau rapports sociaux[8]. La peur devient ainsi le moteur de formes de productions sociales individuelles et collectives qui participent très largement de la dynamique des crises actuelles (dénis de réalité, désignation de bouc émissaires, repli sécuritaire ou développement d'associations) que nous devons nous attacher à comprendre. Loin de constituer des « accidents » ou des « obstacles » négatifs qui entraveraient le cours d'une histoire « naturelle » du développement, les crises contemporaines sont, pour le sociologue, de remarquables analyseurs des enjeux politiques et sociaux de notre époque. Pour en saisir la complexité et l'épaisseur, que ne peuvent appréhender les approches trop instrumentales et gestionnaires, un travail de recherche en sciences humaines doit être poursuivi, dans une perspective pluridisciplinaire, à deux niveaux : le premier, sociologique, s'appuie sur l'analyse des stratégies de différents acteurs, en replaçant leurs actions dans une perspective sociale et historique ; le second, anthropologique, est plus tourné vers l'étude des représentations, attitudes et croyances des populations concernées face au risque réel ou supposé.

[8] Voir à ce sujet l'essai de Paolo Virno; ***Opportunisme, cynisme et peur, ambivalence du désenchantement***, Combas, L'Eclat, 1991.